

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE**  
**Arrêté n° 047/2026**  
**Arrêté de voirie et arrêté temporaire de police de la circulation**  
**Fête Foraine**

**Le Maire de la Commune de Beauvallon,**

- Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiées ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2213-1 à L2213-6-1 ;
- Vu le Code de la voirie routière ;
- Vu le Code de la route, et notamment ses articles R110-2, R411-4 et R411-25 ;
- Vu le Code Pénal ;
- Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes modifié, et l'instruction interministérielle de la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 ;
- Considérant qu'il y a lieu de garantir la bonne tenue de la fête foraine,
- Considérant qu'il y a lieu de garantir la sécurité des participants,
- Considérant qu'il y a lieu d'interdire la circulation et le stationnement de tous les véhicules motorisés et non motorisés sur son implantation,

**ARRETE**

**Article 1 :** La fête foraine est autorisée à s'installer sur la place du marché.

**Article 2 :** Cette autorisation est accordée pour la période du 5 mai 2026 à 08 heures au 11 mai 2026 à 19 heures.

**Article 3 :** La circulation est interdite sauf véhicules de secours, sur le lieu d'implantation de la fête foraine pour la période du 5 mai 2026 à 08 heures au 11 mai 2026 à 19 heures.

**Article 4 :** Le stationnement est interdit et déclaré gênant sur le lieu d'implantation de la fête foraine pour la période du 5 mai 2026 à 08 heures au 11 mai 2026 à 19 heures.

**Article 5 :** Le présent arrêté sera affiché par la commune aux abords des lieux d'implantation de la fête foraine.

**Article 6 :** Monsieur le Maire et Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Beauvallon, le 2 avril 2026

Le Maire,  
 Bruno CHATELET

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Affiché et mise en ligne, le : 7/04/2026